

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG117/1/Add.1

14 mars 2001

(01-1252)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS DE L'AELE ET L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

Addendum

Les Points convenus, adoptés conjointement avec le texte de l'Accord entre les États de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse) et l'ex-République yougoslave de Macédoine, sont reproduits dans le présent document.

POINTS CONVENUS CONCERNANT L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS DE L'AELE ET L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE

PROTOCOLE B

Articles 3 et 4 – Cumul de l'origine

1. Les États de l'AELE et la Macédoine conviennent de s'employer à améliorer davantage les règles d'origine, et en particulier à intégrer la Macédoine au réseau de cumul européen, afin d'accroître et de promouvoir la production et les échanges dans la région européenne.

Article 15 6) – Ristourne

2. S'agissant du paragraphe 6 de l'article 15, les États de l'AELE et la Macédoine conviennent que, à la demande d'une Partie à l'Accord, des consultations auront lieu au sujet de tout effet préjudiciable résultant de la dérogation convenue, l'objectif étant de parvenir à une solution satisfaisante. Les États de l'AELE et la Macédoine conviennent en outre que tout examen entrepris par le Comité mixte devra refléter la pratique en vigueur entre la Macédoine et la Communauté européenne.

Article 11

Règlements techniques

3. La Macédoine s'efforcera, jusqu'à ce qu'elle accède à l'OMC, de notifier ses projets de règlements techniques au secrétariat de l'AELE afin de se conformer progressivement aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 11 (Règlements techniques). Elle désignera une institution publique chargée de présenter ces notifications.

./.

Article 16

Protection de la propriété intellectuelle

4. En vertu de l'Accord EEE, les États de l'AELE appliquent dans leur législation les dispositions matérielles de la Convention européenne sur les brevets du 5 octobre 1973. L'Islande et la Norvège estiment que les obligations découlant de l'article 16 (Protection de la propriété intellectuelle) ne diffèrent pas matériellement des obligations découlant de l'Accord EEE.

Fait à Zurich, le 19 juin 2000, en un seul exemplaire faisant foi, en langue anglaise, qui sera déposé auprès du gouvernement de la Norvège. Le dépositaire en transmettra une copie certifiée conforme à tous les États signataires du présent accord et à tous les États qui y adhèrent.
